



POUR L'AUGMENTATION DU POUVOIR D'ACHAT

Effectivement, depuis un an, les prix à la pompe ont grimpé de **23 %** pour le diesel et de **14%** pour l'essence, dépassant dans les deux cas 1,50 euro/litre. Des taxes qui, à l'image de la TVA, sont les impôts les plus injustes frappant les travailleurs et leur famille de ce pays.

Il est évident que le gouvernement veut trouver une manne financière après plusieurs mois de cadeaux fiscaux aux plus fortunés, faisant suite à de nombreux allègements et autres aides au patronat qui ne donnent, par ailleurs, aucun résultat économique. **Le gouvernement cherche donc plus à boucler son budget qu'à répondre à l'urgence de transition énergétique face aux enjeux environnementaux.**

La colère dans le pays est grande. L'appel lancé pour le 17 novembre s'appuie sur une colère légitime mais les organisateurs de cet appel et les solutions qu'ils préconisent, pour sortir de cette situation, restent floues.

La question du pouvoir d'achat est une des premières préoccupations des salariés, retraités et privés d'emploi. Il s'agit de l'aspiration de chacun à pouvoir vivre dignement et ce, quelle que soit sa situation sociale et professionnelle.

Mais au-delà de l'augmentation des carburants, le coût du foncier, de l'habitat, des produits alimentaires, **le blocage des salaires et des pensions**, la remise en cause des services publics impactent aussi de façon conséquente le pouvoir d'achat des travailleurs et de leur famille.

Pour répondre aux organisations politiques de droite et d'extrême droite qui tentent d'instrumentaliser l'exaspération : L'impôt, les taxes et les cotisations sociales ne sont pas à mettre sur le même plan.

Les cotisations sociales sont du salaire indirect différé et socialisé. Elles participent au financement de la Sécurité Sociale et des risques de la vie : famille, maladie, vieillesse, chômage, etc. Quand on touche aux cotisations sociales on retire aux travailleurs les moyens de se soigner, les moyens de vivre dignement pendant une période de chômage ou d'être pris en charge lors d'un accident du travail mais aussi pour le calcul de nos retraites !

La fiscalité c'est l'impôt et les taxes. C'est l'argent prélevé par l'Etat qui doit, normalement, le redistribuer via les collectivités territoriales pour le bien public.

Ceux qui profitent des exonérations fiscales sont les grandes entreprises et les plus riches. Ceux-là ne manifestent pas dans la rue !

Les salariés, les retraités, les privés d'emploi aux revenus les plus faibles, quant à eux, sont les premières victimes des orientations prises actuellement par le gouvernement.

Nous appelons les salariés, retraités et privés d'emploi de ce pays à venir lutter avec nous et les organisations démocratiques de progrès social pour un vrai gain en pouvoir d'achat en gagnant sur :

- ✓ **l'augmentation des salaires et des pensions.**
- ✓ **La diminution de la TVA et de la CSG.**
- ✓ **Rétablir l'ISF.**
- ✓ **Une fiscalité juste.**
- ✓ **La baisse des prix.**
- ✓ **La lutte contre l'exil fiscal et la suppression des paradis fiscaux.**

Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.

Bulletin de contact et de syndicalisation

Nom:
Adresse:

Prénom:

Code postal :
Tél :

Ville:

Courriel:

@

Age:

Entreprise (nom et adresse)



Union Départementale CGT de l'Aube

Maison des Syndicats

2A boulevard du 1er RAM (1er étage)

10000 TROYES

Tél : 03.25.73.38.47

Émail : udcgt10@gmail.com